

“Le président Joseph Kabila ne peut plus reculer”

Congo Pour Jean Omasombo, on est au bout des tentatives de Kabila pour rester au pouvoir.

Entretien Marie-France Cros

La multiplication des projets gouvernementaux congolais destinés à maintenir le président Kabila au pouvoir au-delà du terme de son second et dernier mandat – en décembre 2016 – a profondément ébranlé la société congolaise. Le dernier en date – l'organisation d'un “*Dialogue national*” destiné à modifier le système électoral, a suscité une levée de boucliers (“*La Libre*” 1^{er} décembre).

Où tout cela mène-t-il le Congo ? Pour le comprendre, “*La Libre Belgique*” a interrogé le politologue Jean Omasombo, chercheur au Musée d'Afrique centrale à Tervuren et professeur à l'université de Kinshasa.

Vu l'importance de l'opposition au projet de Dialogue de M. Kabila, celui-ci est-il enterré ?

Même si le mot “dialogue” est aujourd'hui galvaudé au Congo, je pense qu'on finira par en avoir un, quel que soit le nom qu'on voudra lui donner. Mais cela nécessite qu'on sorte du schéma fixé par le président Kabila, au risque de vider l'Etat congolais de sa substance et de retourner à l'ère Mobutu.

Expliquez-vous...

Depuis 2013, Kabila cherche une issue lui permettant de rester au pouvoir. Avec ce schéma, on revient à Mobutu parce que, comme à cette époque, on ramène l'Etat aux intérêts et à la volonté de l'individu au pouvoir.

Sa dernière démarche, amenant la mise en place forcée et non préparée de nouvelles provinces, a fini par lui coûter la décomposition de son camp

politique, avec la sortie du G7 (NdLR : dissidents de la majorité présidentielle).

Sur un autre dossier majeur, celui des élections locales, Kabila ne semble avoir ni la volonté, ni la capacité de les organiser. Alors que, selon la Constitution, il aurait dû lancer la décentralisation en 2009. Or il ne s'en est occupé qu'en 2015. Et sur les 21 “commissaires spéciaux” qu'il a nommés à la tête des 21 nouvelles provinces, quatorze sont de son parti, le PPRD, et sept de partis aliés...

L'insistance du camp Kabila à organiser ce “Dialogue national” est sa dernière grosse manœuvre possible, après une série d'échecs.

Quel type de dialogue est nécessaire ?

Certaines des décisions récentes du pouvoir – comme les 21 nouvelles provinces – ont compliqué la marche du pays; ainsi l'Ituri ne veut pas revenir en arrière et cesser d'être une province, même s'il rejette les commissaires spéciaux. Dans ce contexte, il faut se recentrer sur le fondamental. L'impératif, aujourd'hui, est connu : la tenue de l'élection présidentielle, dans le cadre de la Constitution, avant la fin 2016. C'est la principale élection. Et elle peut être liée à l'élection des députés nationaux et à celle des députés provinciaux, ces derniers élisant indirectement les sénateurs nationaux et les exécutifs provinciaux. Cela permettrait d'asseoir les nouvelles

provinces.

Un cadre, qu'on peut appeler dialogue, est nécessaire pour éclaircir l'évolution politique, embrouillée par les décisions contradictoires de ces dernières années et en raison de la faiblesse de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante), qui ne maîtrise plus rien.

En quoi ce dialogue-là serait-il différent du “Dialogue national” de Kabila ?

Ce dernier veut qu'on modifie la Constitution pour changer le mode électoral afin de survivre lui-même. Il veut rattraper le retard qu'il a – volontairement ou par incapacité – fait prendre sur les exigences de la Constitution. Et l'opposition, qui s'étoffe, veut trouver sa force dans la rue, qui a clairement exprimé, lors des émeutes de janvier, son refus de voir Joseph Kabila se prolonger au pouvoir.

Seule la Dynamique de l'opposition (NdLR : les principaux partis d'opposition, sauf l'UDPS) est peu favorable au dialogue, préférant s'appuyer sur l'opinion publique pour accélérer le processus de départ de Joseph Kabila. L'Eglise et le G7 devraient être favorables à une forme de dialogue. Tout comme la communauté internationale. Joseph Kabila est dans les cordes. Contrairement au président du Burundi, il n'a plus de soutien, même au Katanga d'où il est originaire.

Quelles possibilités lui reste-t-il ?

Vu le temps qui lui reste avant la fin 2016, il pourrait jouer là sa dernière partie. Sa course devient de plus en plus difficile mais, en même temps, il ne peut plus reculer : il n'a jamais préparé sa succession. Ses alliés ne sont que des appuis de circonstance, sans cohésion.

Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, évoque de possibles violences...

C'est parce que le camp présidentiel s'aperçoit que l'opinion publique ne lui est pas favorable. Lambert Mende a mis en avant le modèle rwandais de développement contre la démocratie; mais Kabila ne peut amener ni l'un ni l'autre.

Que va-t-il arriver, maintenant ?

Il y a trois issues possibles. 1) Kabila arrive à mettre la Constitution de côté et à rester au pouvoir; c'est peu probable. 2) Un dialogue dans le cadre de la Constitution permet au pays d'avoir un nouveau Président fin 2016. 3) Il y a une confrontation entre les deux camps, qui amène la chute de Kabila.

Joseph Kabila est dans les cordes. Contrairement au président du Burundi, il n'a plus de soutien, même au Katanga d'où il est originaire [...] Il pourrait jouer là sa dernière partie.